

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1182878-DE-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

CONSEIL METROPOLITAIN DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/12/375</p> <p>CONVENTION D'APPLICATION DU SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION 2022-2028 AVEC LA REGION SUD PACA FIXANT LES CONDITIONS D'INTERVENTION COMPLEMENTAIRE DANS LE CADRE DE L'OCTROI DES AIDES ECONOMIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TANGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/375

O B J E T : CONVENTION D'APPLICATION DU SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION 2022-2028 AVEC LA REGION SUD PACA FIXANT LES CONDITIONS D'INTERVENTION COMPLEMENTAIRE DANS LE CADRE DE L'OCTROI DES AIDES ECONOMIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la Loi NOTRe,

VU la délibération n°20/07/71 du Conseil Métropolitain du 21 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/09/272 du Conseil Métropolitain du 30 septembre 2021 portant adoption du projet métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°22-380 du 24 juin 2022 du Conseil Régional approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2022-2028 (SRDEII 2022-2028),

VU la délibération n°22-694 du 21 octobre 2022 du Conseil Régional portant, entre autre, annexion de la contribution de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au SRDEII 2022-2028,

VU le projet de convention d'application du SRDEII 2022-2028 fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques et ses annexes, ci-joint,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 1^{er} décembre 2022,

CONSIDERANT que la Région, Chef de file en matière d'aides aux entreprises, se positionne comme la collectivité territoriale en mesure de fédérer les acteurs économiques, d'organiser la stratégie économique du territoire et de porter une ambition économique forte pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

CONSIDERANT qu'en matière d'aides économiques, la loi NOTRe dispose qu'une convention de déclinaison du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, passée entre la Région et chaque établissement public de coopération intercommunale qui le souhaite, détermine l'articulation de leurs interventions respectives sur le territoire et fixe les conditions de mise en œuvre, dans le respect des compétences qui leur sont confiées par la loi (L.1511-2 du CGCT),

CONSIDERANT que la Région Sud PACA a adopté le SRDEII 2022-2028 le 24 juin 2022 et qu'en application de l'article L.4251-15 du CGCT les orientations de ce schéma applicables sur le territoire métropolitain ont été élaborées conjointement entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui a adopté son projet métropolitain le 30 septembre 2021, a transmis une contribution dans le cadre de la concertation en décembre 2021, laquelle a été annexée au SRDEII 2022-2028 pour en constituer le volet métropolitain,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud PACA ont ainsi élaboré, dans le dialogue, des stratégies coordonnées et complémentaires, tout en étant respectueuses de l'autonomie de chacune des institutions,

CONSIDERANT que la convention d'application du SRDEII 2022-2028 fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'octroi des aides économiques sera approuvée par le Conseil Régional, dans les termes du projet ci-annexé, lors de sa commission permanente du 16 décembre 2022,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes du projet de convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L1511-2 et L1511-3 du CGCT), dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à signer cette convention, dès confirmation de son approbation par le Conseil Régional dans les termes du projet ci-annexé.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 71

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Rachel ROUSSEL.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

Monsieur Hervé STASSINOS, Madame Edwige MARINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Virginie PIN, Madame Josy CHAMBON, Monsieur Jean-Pierre COLIN.



Convention fixant les conditions d'intervention complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée en matière d'aides économiques

ENTRE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération de la Commission permanente n° du

Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée.., représenté(e) par son Président, Hubert FALCO, dûment habilitée à cet effet à signer la présente convention par délibération n° en date du

Ci-après dénommé la « Métropole »,
D'autre part,

- Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1, L.1111-8, L.1511-2, L.1511-3 et L.1511-7, L.4251-18 ;
- Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe ;
- Vu la délibération n°22-5 du 25 février 2022 du Conseil Régional approuvant la nouvelle politique régionale en faveur des territoires « Nos territoires d'abord » ;
- Vu la délibération n° 22-380 du 24 juin 2022 du Conseil régional approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;
- Vu la délibération n° 22-381 du 24 juin 2022 du Conseil régional approuvant la feuille de route des Opérations d'intérêt régional;
- Vu la délibération n° de la Commission permanente du Conseil régional du approuvant la convention-type fixant les conditions d'intervention

complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Vu la délibération du Conseil de la Métropole ou l'arrêté du Président de la Métropole n° XXX en date du XXX.

PROJET

Table des matières

Chapitre 1 Préambule	5
Chapitre 2 Conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole en matière d'aides économiques	8
Article I. Objet de la convention en matière d'intervention complémentaire	8
Article II. Domaines d'intervention	8
Article III. Modalités d'intervention de la Métropole en matière d'aides économiques (article L.1511-2 du CGCT).....	9
Article IV. Les aides à l'immobilier d'entreprise relevant de l'article L. 1511-3 du CGCT .	9
Article V. Collaboration entre la Région et la Métropole en matière de foncier économique	10
Article VI. Collaboration entre la Région et la Métropole en vue de simplifier et faciliter l'accès des entreprises à l'information relative aux aides économiques	10
Article VII. Collaboration entre la Région et la Métropole en faveur de l'économie présentielle	11
Article VIII. Collaboration entre la Région et la Métropole pour la transition écologique et environnementale	13
Article IX. Soutenir les projets économiques des territoires et favoriser l'attractivité	14
Article X. Favoriser l'innovation pour accroître la compétitivité des entreprises	15
Chapitre 3 Dispositions générales	16
Article XI. Gouvernance et concertation.....	16
Article XII. Coordination.....	17
Article XIII. Suivi des aides et information mutuelle	17
Article XIV. Modalités financières	17
Article XV. Durée de la convention.....	18
Article XVI. Avenant et réexamen	18
Article XVII. Résiliation de la convention	18
Article XVIII. Litiges	18
ANNEXE 1 Politique de développement économique votée par la Métropole	20

ANNEXE 2 Compétences des collectivités selon les types d'intervention	28
ANNEXE 3 Dispositifs de développement économique concernés par le partenariat Région - Métropole	29
ANNEXE 4 Dispositifs relatifs aux sites clés en main	30
ANNEXE 5 Dispositifs mis en place en vue de simplifier et faciliter l'accès des entreprises à l'information sur les aides économiques	31
ANNEXE 6 Dispositifs mis en place en faveur du soutien à l'artisanat commerce	32
ANNEXE 7 Dispositifs mis en place en faveur du soutien à l'Economie Sociale et Solidaire	33
ANNEXE 8 Dispositifs mis en place en faveur de l'accompagnement des entreprises	34
ANNEXE 9 Dispositifs mis en place en faveur de l'accompagnement de l'économie touristique vers un tourisme durable	36
ANNEXE 10 Dispositifs mis en place en faveur de la décarbonation de l'industrie.....	37
ANNEXE 11 Dispositifs mis en place en faveur de l'économie circulaire	38
ANNEXE 12 Dispositifs mis en place en faveur de la transition écologique et environnementale	40
ANNEXE 13 Soutenir les projets économiques des territoires et favoriser l'attractivité	41
ANNEXE 14 Dispositifs régionaux de soutien à l'innovation	42

Chapitre 1 Préambule

La Région a adopté le 24 juin 2022 le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), pour répondre aux grands enjeux du territoire régional :

- Inscrire le développement économique dans l'ambition portée par le Plan Climat 2
- Renforcer la souveraineté et la résilience économique du territoire
- S'appuyer sur nos filières d'excellence pour construire l'économie de demain
- Renforcer le soutien à l'industrie
- Faire grandir et monter en gamme les PME, pour renforcer leur résilience et créer de l'emploi
- Tirer parti de l'économie présentielle

L'objectif est de faire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur un modèle européen de développement économique durable et résilient. Pour répondre à ces enjeux, atteindre cet objectif, le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) repose sur deux piliers d'actions complémentaires:

1°. Se spécialiser et se concentrer

- Opérations d'intérêt régional et filière de souveraineté
- Innovation et technologies de rupture
- Pépites et ETI
- Projets structurants
- Grandes infrastructures

2°. Renforcer et accompagner

- Economie présentielle
- Capital humain
- TPE/PME, artisanat et commerce
- Diffusion des politiques et dispositifs
- Aménagement du territoire

Le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) répond à ces enjeux en s'articulant autour de 5 axes stratégiques :

AXE N°1 :	Vers une croissance régionale 100% climat positif
AXE N°2 :	Vers une région industrielle, souveraine et plus résiliente face aux crises
AXE N°3 :	Faire de Provence Alpes Côte d'Azur l'une des régions les plus innovantes d'Europe
AXE N°4 :	Accélérer la croissance des entreprises : compétences, international, développement et transmission
AXE N°5 :	Une Région plus simple, plus proche et plus lisible au service d'une croissance équilibrée des territoires

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a adopté son projet métropolitain le 30 septembre 2021 qui a été annexé en tant que volet métropolitain au Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Cette stratégie métropolitaine de développement économique s'articule autour des objectifs et axes suivants :

- La force d'un collectif

La Métropole capitalise sur tous les points forts de son territoire pour assurer un développement et un dynamisme économique cohérent, constant et équilibré.

- Affirmer le rayonnement de la métropole à l'échelle nationale et internationale

- S'affirmer comme une métropole compétitive

- Accélérer le développement maritime de la Métropole
- Pérenniser ses filières « historiques »
- Développer de nouvelles filières porteuses d'avenir et d'emplois

- Tisser des liens avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche

- Développer une stratégie foncière économique attractive dans un cadre responsable

- Accompagner la transition écologique des entreprises

- Poursuivre la reconquête industrielle du territoire

La mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) repose notamment sur la **l'intervention complémentaire** de la Région et des Métropoles/EPCI.

En matière d'aides économiques, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi NOTRe, organise la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux.

Ainsi, en **matière d'aides aux entreprises**, la Région est seule compétente avec l'Etat pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises en vertu de l'article L.1511-2 du CGCT. De son côté la Métropole, qui mène une politique de développement économique pour son territoire en cohérence avec le SRDEII et annexée à la présente convention ([ANNEXE 1](#)), peut participer au financement des aides dans le cadre d'une convention de partenariat.

En matière **d'aides à l'immobilier d'entreprise**, la situation est inversée. La Région n'est pas compétente de plein droit et doit conventionner avec la Métropole si elle souhaite participer au financement des dispositifs mis en place (L.1511-3 du CGCT).

Pour cette raison une **convention partenariale**, doit être passée entre la Région et les Métropoles/EPCI pour rappeler les objectifs communs poursuivis et déterminer l'articulation des interventions respectives sur le territoire (L.4251-18 du CGCT) .

Chapitre 2 Conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole en matière d'aides économiques

Article I. Objet de la convention en matière d'intervention complémentaire

Conformément aux dispositions des articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT ([ANNEXE 2](#)), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole conviennent d'apporter, de façon coordonnée et complémentaire, leur concours en matière de développement économique, de financement et d'accompagnement des entreprises.

La présente convention a pour objet de :

- Préciser les objectifs communs poursuivis par la Région et la Métropole à travers le soutien aux dispositifs d'appui aux entreprises listés ci-après ;
- Permettre à la Métropole d'intervenir en complémentarité des aides régionales, de façon à stimuler le développement économique de son territoire par une intervention publique de qualité et coordonnée ;
- Permettre à la Région d'intervenir en complément des aides métropolitaines/intercommunales à l'immobilier d'entreprise selon les conditions prévues par la présente convention.
- Coordonner l'intervention des deux collectivités pour assurer la cohérence du soutien public et garantir le respect des plafonds d'aide publique au regard des obligations réglementaires en matière d'aides d'état.

La Région et la Métropole sont respectivement responsables de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

Article II. Domaines d'intervention

Cette convention établit un véritable partenariat entre la Région et la Métropole, qui doivent œuvrer côte à côte pour assurer la pérennité et le développement des entreprises du territoire concerné.

In fine, l'enjeu n'est pas de démultiplier le nombre de dispositifs mais de travailler à la constitution d'une offre de financement et d'accompagnement pérenne et partagée qui participe à la concentration des interventions publiques autour d'objectifs communs et à une lisibilité renforcée auprès des opérateurs économiques.

Un tableau reprenant les objectifs et les domaines d'intervention partagés entre la Région et la Métropole en faveur de l'économie est annexé à la présente convention ([ANNEXE 3](#)). Il permettra d'établir une feuille de route pour les partenaires et de constituer par son suivi, une base d'informations quantitatives et qualitatives utiles pour la complétude des indicateurs de

réalisation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Ainsi au titre du développement économique, sont éligibles, aux financements régionaux et de la Métropole, les projets portés par les différentes structures relevant des domaines d'intervention tels que définis en annexe 3 à la présente convention.

Article III. Modalités d'intervention de la Métropole en matière d'aides économiques (article L.1511-2 du CGCT)

La Métropole peut participer au financement des aides au développement économique des entreprises dans le cadre des domaines d'intervention fixés par la Région, notamment dans le cadre des Opérations d'Intérêt Régional, des dispositifs régionaux et projets relatifs aux filières stratégiques identifiées ainsi qu'au titre des dispositifs régionaux dédiés aux aides et accompagnements aux entreprises..

Cette participation de la Métropole aux dispositifs régionaux contribue à la mise en œuvre des objectifs définis dans le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Ces aides revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts, de prise de participation, de garanties et avances remboursables à taux nul ou à des conditions plus favorables que les conditions du marché. La nature des aides accordées contribuera au développement des activités des entreprises en complément des objectifs des politiques régionales.

La Métropole est responsable de la légalité des aides qu'elle/il accorde au titre d'un régime d'aide notifié ou exempté.

Article IV. Les aides à l'immobilier d'entreprise relevant de l'article L. 1511-3 du CGCT

Les EPCI à fiscalité propre et les Métropoles disposent de la compétence exclusive pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

La présente convention permet à la Région d'intervenir en complémentarité en co-finançant des projets d'aménagement économique qui s'inscrivent, notamment, dans le dispositif de contractualisation « Nos territoires d'abord » (ex-Contrat Régional d'Equilibre Territorial) – projets globaux de reconversion de friches, de requalification de Zones d'Activités Economiques, de redynamisation des espaces économiques et des projets immobiliers structurants liés aux Opérations d'Intérêt Régional.

Article V. Collaboration entre la Région et la Métropole en matière de foncier économique

A ce jour, le territoire compte 1375 ZAE, pour près de la moitié mixte, et d'envergure très diverse. Des sites d'accueil pour des activités productives doivent être mobilisés et préparés pour constituer de véritables opportunités pour l'installation d'activités industrielles et logistiques. Un renforcement de la coopération entre les acteurs doit donc améliorer la capacité à commercialiser ces sites et leur visibilité lorsqu'ils sont disponibles.

En lien avec le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le SRDEII vise à concilier attractivité, développement économique et sobriété foncière. Quatre leviers prioritaires d'action commune sont proposés : Identifier, Optimiser, Renforcer et Promouvoir :

- Identifier le foncier économique industriel régional stratégique immédiatement disponible
- Optimiser la ressource foncière disponible : redynamiser et faire monter en gamme les espaces économiques
- Renforcer les ressources foncières en évitant l'étalement : construire sur l'existant en réhabilitant les friches et construire de nouveaux modèles d'immobilier d'entreprises innovants
- Promouvoir le foncier industriel stratégique régional : renforcer la valorisation de nos disponibilités foncières au travers de l'agence risingSUD.

En lien avec son agenda de développement économique et sa compétence exclusive en termes d'immobilier économique, la Métropole vise à aménager son territoire et dégager des capacités d'accueil foncières et immobilières en priorisant le recours à la requalification et dans le respect du SRADDET et de la Loi Climat.

Dans ce cadre, il est attendu de la part de la Région et de la Métropole d'agir conjointement et de favoriser une collaboration active entre elles avec l'appui des agences de développement économique.

La Métropole s'engage, notamment, à se mobiliser sur ce sujet du foncier économique en partageant l'ensemble des informations utiles au recensement des sites clés en main à vocation industrielle ou logistique de son territoire et permettre ainsi un appui à leur promotion auprès d'investisseurs nationaux et internationaux.

Les détails relatifs à ces dispositifs sont précisés en ANNEXE 4

Article VI. Collaboration entre la Région et la Métropole en vue de simplifier et faciliter l'accès des entreprises à l'information relative aux aides économiques

Le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) a pour objectifs d'améliorer la lisibilité et la fluidité des parcours en articulant et animant les réseaux d'acteurs, les relais de proximité de la chaîne de l'accompagnement et du financement qui s'organise autour de 5 étapes : la détection, l'information, l'orientation, l'instruction, et le suivi.

La Région s'engage à animer le partage d'information entre les acteurs des territoires dans l'objectif d'améliorer la fluidité du parcours des usagers notamment les entreprises. La Région renforce ainsi le rôle des Maisons de Région (MREG) dans chaque département qui constitue un acteur de proximité pour les territoires, les entreprises, les habitants, les usagers. Elles permettent d'assurer un lien opérationnel entre la Région, le terrain et les têtes de réseaux économiques dans les départements (EPCI, chambres consulaires, agences de développement, clusters, pôles de compétitivité, pépinières, ...).

Afin d'œuvrer pour une meilleure lisibilité des parcours, la Région participe par ailleurs activement à la mise en œuvre de la phase d'information, en renforçant la communication autour des différents dispositifs, en répondant aux questions des entreprises grâce notamment aux Maisons de la Région et au Portail Entreprises « entreprises.maregionsud.fr ». Elle intervient, aussi, directement ou via ses opérateurs sur les phases de l'instruction et de suivi.

La Métropole est également l'interlocuteur du quotidien et de proximité, facilitant la vie des entreprises et leur offrant un suivi global et simplifié, grâce à ses propres dispositifs ou en les orientant vers les dispositifs régionaux, voire nationaux et les opérateurs et partenaires économiques.

En tant qu'acteur de proximité de la chaîne de l'accompagnement, la Métropole a un rôle particulier à jouer dans les phases de détection, d'information, d'orientation, et de suivi. Les missions de la Métropole sont primordiales pour organiser un parcours global, et permettre de détecter les besoins à court ou moyen terme des entreprises quel que soit leur stade de vie.

Le partenariat existant entre les équipes techniques de la Région et de la Métropole est à poursuivre pour parfaire d'une part la connaissance réciproque des dispositifs respectifs d'aides aux entreprises et d'autre part l'accompagnement des entreprises.

Dans cette optique, le partage d'informations montantes et descendantes entre la Métropole et la Région doit être poursuivi. Cet échange peut prendre plusieurs formes : mise à disposition de marques blanches du portail entreprises de la Région sur le site internet de la Métropole, mise en place d'espaces de dialogue, notamment, selon les modalités précisées en ANNEXE 5

Article VII. Collaboration entre la Région et la Métropole en faveur de l'économie présente

Le développement local et le maintien des activités et des richesses sur les territoires passent aussi par l'économie de proximité. Cette économie est incarnée par de très petites entreprises (TPE), l'artisanat, le commerce à ancrage local et l'économie sociale et solidaire.

La prise en compte des spécificités, atouts, et difficultés structurelles locales est un impératif pour accompagner le développement local en tout point du territoire.

La Région s'engage à mettre l'économie résidentielle et les spécificités locales au cœur de son action, pour recréer un cercle vertueux, propice au développement économique et au maintien de la vie locale.

- **Soutien à l'artisanat commerce**

Dans cette perspective, la Région déploie un programme ambitieux « zéro rideau fermé » pour soutenir l'artisanat et le commerce pour la revitalisation des centres-villes.

L'enjeu, avec l'implication des Métropoles et EPCI, est d'articuler un objectif de soutien direct aux entreprises de l'économie résidentielle et de répondre à l'enjeu territorial que constitue la redynamisation des centres-villes, dans une logique de coordination des dispositifs et des interventions et de convergence des politiques d'aménagement et de développement économique. Il

Il s'agit notamment de renforcer l'investissement des artisans et commerçants prioritairement sur des territoires à enjeu et de couvrir l'ensemble des besoins de financement des TPE grâce notamment à la création d'un fonds dédié pour le développement et le rebond des entreprises.

La Métropole pourra donc, contribuer en abondant ce fonds selon les modalités visées en annexe 6.

- **Soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS)**

La Région entend pleinement s'appuyer sur l'économie sociale et solidaire (ESS) et ses solutions innovantes pour dessiner une région plus responsable et solidaire, et répondre aux défis sociétaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. La Région reconnaît l'ESS comme un champ à part entière de l'économie régionale, elle souhaite promouvoir les achats responsables et apporter un soutien renforcé aux entreprises de l'ESS. La Région construit dans ce sens un partenariat consolidé avec la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) ainsi qu'avec certains réseaux d'accompagnement et de financement dédiés à l'ESS (France active, URSCOP, Inter Made). Dans une approche inclusive, la Région souhaite poursuivre l'ouverture de ses dispositifs d'aides économiques aux entreprises de l'ESS.

La Métropole considère que l'Économie sociale et solidaire (ESS) vise à concilier performance économique, principes démocratiques, performance sociale et performance environnementale. L'ESS est également une composante importante de l'économie de proximité.

La Métropole et la Région pourront se mobiliser en cohérence sur le sujet selon les modalités présentées en Annexe 7.

- **Accompagner les entreprises**

La Région, les Métropoles et les EPCI sont amenés à renforcer leur coordination d'une part dans le cadre de leur soutien aux réseaux d'accompagnement et de financement des entreprises notamment inscrits dans « Mon projet d'entreprise » et d'autre part à travers l'accompagnement et le financement des entreprises en direct et/ou de manière intermédiée dans le cadre notamment du FIER. Cette collaboration s'inscrit également avec les autres acteurs économiques du territoire à l'instar des services économiques de l'Etat en Région, des chambres consulaires, des agences de développement économique notamment.

La Métropole et la Région pourront se mobiliser en cohérence sur le sujet selon les modalités présentées en Annexe 8.

- **Accompagner l'économie touristique vers un tourisme durable**

La Région accompagne l'économie touristique vers un tourisme durable tout en apportant, avec agilité, le soutien nécessaire à ses acteurs économiques, notamment pour prendre en compte les perturbations constantes qu'ils rencontrent.

La Région s'engage, plus particulièrement, à porter les trois enjeux des transitions numérique et environnementale et de la professionnalisation en développant, notamment, les loisirs et l'offre à destination des clientèles nationale et de proximité, tout en conservant ses parts de marché à l'international.

L'action s'articule autour de 4 leviers :

- Poursuivre la structuration et l'animation des marques et des filières au service de l'attractivité et de l'excellence touristique
- Renforcer la professionnalisation des acteurs du tourisme par la valorisation des métiers et le développement des compétences
- Soutenir l'investissement et l'innovation pour des entreprises performantes et responsables
- Permettre de nouvelles dynamiques territoriales pour une économie touristique innovante et résiliente/responsable grâce au Schéma régional de développement touristique et des loisirs 2023-2028

La Métropole pourra se mobiliser en cohérence sur le sujet selon les modalités présentées en annexe 9

Article VIII. Collaboration entre la Région et la Métropole pour la transition écologique et environnementale

La Région et la Métropole s'engagent à agir pour la transition écologique et environnementale. Cette collaboration s'articule en vue d'atteindre les objectifs et les leviers d'actions posés par le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) parmi lesquels figurent notamment :

- **Décarboner l'industrie en s'appuyant sur nos filières innovantes**

La Région et la Métropole s'engagent à œuvrer pour la décarbonation du secteur industriel, en finançant et accompagnant les projets, en soutenant et diffusant les nouvelles technologies énergétiques, et en favorisant la coopération et la massification.

Les détails relatifs à ces dispositifs sont précisés en annexe 10.

- **Soutenir de nouveaux modèles de développement économique en favorisant l'économie circulaire**

La Région et la Métropole se positionnent en soutien des démarches territoriales ou sectorielles de changements de pratiques ou de modèles visant à concilier développement économique et environnement. L'enjeu consiste à gagner en sobriété dans l'utilisation d'espaces, d'énergie, de matières premières.

Les modalités d'intervention consistent à :

- Faire de l'économie circulaire et de la valorisation des ressources des leviers de richesse

- Développer et diffuser les innovations pour le réemploi des déchets via des filières de réparation, réemploi, production
- Travailler avec les filières régionales et locales sur l'adaptation et la contribution aux enjeux climatiques en sensibilisant les acteurs économiques à ces nouveaux modèles, accompagner les territoires et les filières vers leur résilience, notamment
- Favoriser le développement de modèles économiques collaboratifs et résilients (écologie industrielle et territoriale, circuit court, économie de la fonctionnalité...) par la promotion et le soutien de projets locaux et collaboratifs, l'accompagnement des démarches d'EIT et d'économie de la fonctionnalité, l'incubation et l'accélération de projets d'économie circulaire, la structuration et l'animation des réseaux d'acteurs (événements, observatoire, plateforme..)

Les détails relatifs à ces dispositifs sont précisés en Annexe 11

• **Réussir la transition écologique / environnementale des entreprises**

Les entreprises régionales ont besoin d'être soutenues dans leur transition écologique. L'enjeu est donc de massifier les aides, de couvrir la diversité des besoins et des cibles, tout en structurant des solutions d'accompagnement et de financement adaptés.

L'éco-conditionnalité des aides doit également être renforcée pour inciter le plus grand nombre d'entreprises à s'inscrire dans cette stratégie.

La Région et la Métropole disposent de leviers d'action :

- Développer des partenariats avec les acteurs institutionnels et renforcer leurs synergies
- Poursuivre les partenariats avec les autres financeurs (aides communes, complémentaires)
- Mieux communiquer sur les dispositifs existants auprès des entreprises
- Intégrer la transition écologique dans tous les accompagnements des entreprises

Les détails relatifs à ces dispositifs sont précisés en ANNEXE 12

Article IX. Soutenir les projets économiques des territoires et favoriser l'attractivité

• **Soutien en ingénierie et en accélération aux projets de territoires.**

La réussite des projets des territoires, dans la mesure où ils sont cohérents avec la stratégie régionale, contribue au projet économique régional. Or, pour se saisir de certains sujets émergents et/ou complexes mais primordiaux pour le développement local, tels que la requalification du foncier ou l'accès aux fonds européens, de nombreuses d'intercommunalités n'ont pas toutes les ressources et l'expertise et l'ingénierie nécessaires. Les Métropoles et EPCI disposent de moyens très différenciés dans la mise en œuvre de leurs politiques économiques.

Afin de lever ce frein au développement économique du territoire, en lien avec sa stratégie de renforcement et d'accompagnement, la Région, en collaboration avec d'autres institutions nationales ou régionales, pourrait apporter un soutien en ingénierie et en accélération aux projets de territoires. Elle étudiera la création et la mise à disposition d'un plateau d'accélération des projets économique locaux. Il proposera une offre de services en ingénierie

afin d'accompagner les territoires dans la mise en œuvre des politiques de développement économique.

Les projets accélérés devront être structurants pour le développement local, donc intégrés dans une vision stratégique globale du développement économique et nécessairement alignés avec les ambitions et priorités régionales. Ils pourront être intégrés au sein des nouveaux contrats territoriaux « Nos territoires d'abord », avec l'appui des Maisons de la Région.

- **Identification et soutien des projets structurants dans le cadre des OIR, des filières**

Le soutien des projets économiques de territoires s'inscrira également dans le cadre des projets structurants soutenus par les Opérations d'Intérêt régional. La collaboration active entre la Région et la Métropole pourra permettre d'identifier ces projets structurants.

Les projets accélérés devront être structurants pour le développement local, donc intégrés dans une vision stratégique globale du développement économique et nécessairement alignés avec les ambitions et priorités régionales. Ils pourront être intégrés au sein des nouveaux contrats territoriaux « Nos territoires d'abord », avec l'appui des Maisons de Région.

- **Partenariat favorisant l'attractivité du territoire**

Un partenariat entre la Région, et la Métropole et son agence de développement permettra de favoriser l'implantation des entreprises exogènes structurantes sur le territoire, œuvrant ainsi pour son attractivité.

Les détails relatifs à ces dispositifs sont précisés en Annexe 13

Article X. Favoriser l'innovation pour accroître la compétitivité des entreprises

L'innovation s'inscrit comme l'un des axes structurants du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et de l'Agenda du développement économique de la Métropole dans le but, notamment, d'accroître la compétitivité des entreprises.

Pour y parvenir, plusieurs objectifs sont partagés, notamment : favoriser la création d'entreprises innovantes, accompagner l'accélération des entreprises et l'industrialisation des innovations, accélérer la transformation numérique des entreprises.

Ainsi, différents leviers d'action sont activés comme le financement, l'accompagnement et le développement de l'innovation, nombres de ces leviers sont des aides économiques aux entreprises.

Les détails relatifs à ces dispositifs sont précisés en Annexe 14.

Afin de couvrir tous les aspects liés à l'innovation, le SRDEII et sa convention d'application sont étroitement articulés avec le Schéma Régional d'Enseignement Supérieur, de Recherche et d'Innovation et avec la convention CTEC. Le SRESRI vise, en effet, à contribuer au développement de la croissance économique, notamment, en soutenant l'innovation par la formation et la recherche, en favorisant la réussite des étudiants, en promouvant les établissements régionaux d'enseignement supérieurs et de recherche.

Chapitre 3 Dispositions générales

Article XI. Gouvernance et concertation

• Concertation

La Région s'engage à concerter la Métropole concernant les politiques, les dispositifs existants et les aides mises en œuvre sur son territoire.

La Métropole s'engage à mobiliser ses financements en concertation et en complément des objectifs des politiques régionales dans les conditions prévues par la présente convention, et pour les domaines d'intervention prévus en annexe de la présente convention

La Métropole s'engage à assumer son rôle de partenaire à part entière dans le cadre des réflexions dédiées à l'avenir des politiques régionales sur le développement économique territorial, en prenant part aux instances de gouvernance du SRDEII.

• Gouvernance

Le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) ambitionne d'organiser et de simplifier le pilotage du développement économique en région. Le SRDEII prévoit une gouvernance soucieuse de lisibilité, de complémentarité et mobilisatrice de toutes les énergies présentes dans le territoire au profit d'une attractivité et d'une politique ambitieuse de développement économique.

En complément du pilotage stratégique confié par les textes à la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), des instances de gouvernance opérationnelle permettent à la Région et à la Métropole de se rencontrer régulièrement :

- La Région organisera, une conférence annuelle ou biannuelle régionale du développement économique et de l'emploi, incluant les membres de la CTAP, pour rendre compte de l'exécution du SRDEII
- La Région réunira régulièrement une « task force » économique régionale
- Des rencontres bilatérales régulières entre la Région et la Métropole seront prévues via les Maisons de la région. Les Maisons de la Région, présentes dans chaque département, constituent un lieu partagé pour organiser ces échanges et faire avancer opérationnellement les projets cofinancés.
- Des comités filières ou des comités thématiques (innovation, économie résidentielle...), organisés tout au long de l'année sur les segments stratégiques ou les axes principaux du SRDEII

Compte tenu du nécessaire équilibre devant régner entre différents échelons de l'action économique, la gouvernance opérationnelle comprend 2 niveaux : un niveau métropolitain, les Comités Economiques Région-Métropoles (CERM) et un niveau local, les Comités Economiques Territoriaux (CET).

Article XII. Coordination

Les services de la Région et ceux de la Métropole compétents veilleront conjointement à la coordination et au suivi des aides octroyées.

Ces services respectifs, à l'aune de projets présentés, échangeront autant que de besoin en bilatéral et travailleront en étroite relation pour définir les participations de chacun, organiser le calendrier de présentation au vote, établir un programme annuel de réflexion et d'actions communes. Cette collaboration pourra prendre la forme d'échanges directs d'information (délibérations), de revues de projets, notamment.

Par ailleurs, les services dédiés de chacune des deux collectivités instruiront pour ce qui les concerne, les demandes de financements au vu des modalités de financement propres aux interventions de chaque collectivité et aux orientations données par leurs exécutifs.

L'aide pourra être accordée par la Région, par la Métropole directement aux bénéficiaires, après délibération sur l'attribution de l'aide par le Conseil Régional et/ou de l'assemblée délibérante de la Métropole, en fonction des modalités de financement du dossier retenues.

Article XIII. Suivi des aides et information mutuelle

La Métropole s'engage à transmettre à la Région avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives aux aides et régimes d'aides qu'il a éventuellement mis en œuvre pendant la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année n-1 en utilisant les supports proposés par la Région en lien avec les orientations des circulaires produites chaque année à cet effet, cet envoi permettra à la Région d'établir un rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire au cours de l'année civile en vertu de l'article L. 1511-1 du CGCT;

La Région s'engage à prendre en compte dans le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire au cours de l'année civile, les aides octroyées par la collectivité.

Afin de garantir le respect des plafonds d'aide publique, la Région et la Métropole s'informeront mutuellement du montant des aides attribuées et de la base retenue pour les projets financés. Chacune des collectivités a la responsabilité de veiller à la légalité des aides accordées.

Un bilan relatif à la présente convention sera produit et mis à disposition des membres des différentes instances de gouvernance du SRDEII par la Région. Le bilan pourra comprendre une analyse quantitative ou qualitative au regard de l'impact des aides accordées et des partenariats Région – la Métropole noués.

Article XIV. Modalités financières

La présente convention ne comporte aucune modalité financière particulière, la Métropole (attribuant les aides et/ou) contribuant au titre de la présente convention sur ses propres fonds.

Article XV. Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la Région à la Métropole.

Ses dispositions s'appliquent aux dossiers de demande d'aide déposés par les porteurs entre la date de notification de la convention et le 31 décembre 2028.

Elles restent en vigueur jusqu'au paiement de la dernière aide accordée au titre de cette convention par l'un ou l'autre des partenaires.

Article XVI. Avenant et réexamen

Afin de pouvoir adapter l'intervention de la Région et de la Métropole aux évolutions législatives, réglementaires et conjoncturelles, la convention pourra être modifiée sur demande de l'une ou l'autre des parties et le cas échéant prolongée, par simple avenant, approuvé selon les mêmes modalités que la présente convention.

Les parties se rencontreront, en vue d'examiner l'opportunité d'adapter la convention par avenant, dans les circonstances suivantes :

- a) de manière systématique, tous les ans ;
- b) en cas d'évolution substantielle rendant nécessaire l'adaptation de la convention

Article XVII. Résiliation de la convention

Les parties peuvent résilier la présente convention par notification écrite, (lettre recommandée avec accusé de réception) en cas de force majeure, en cas de non-respect des engagements ici contractés ou pour tout motif d'intérêt général.

Les parties restent toutefois liées à la présente convention jusqu'au paiement de la dernière aide accordée avant la date d'effet de la résiliation.

Article XVIII. Litiges

En cas de litige pouvant résulter tant de l'interprétation que de l'exécution de la présente convention, les parties rechercheront en premier lieu un accord amiable.

A défaut d'accord, les contestations seront portées devant le tribunal administratif de Marseille.

Convention composée de 18 articles et 14 annexes

Fait à Marseille, le

Le Président de la Région

Renaud MUSELIER

Le Président de la Métropole

Hubert FALCO

PROJET

ANNEXE 1 Politique de développement économique votée par la Métropole

La Métropole a adopté son Agenda du Développement économique en 2021

Devenue métropole en 2018, Toulon Provence Méditerranée (TPM) s'est dotée de compétences renforcées lui permettant de porter de nouvelles ambitions et de répondre à des défis communs aux vingt-deux métropoles de France : transition économique – transition énergétique – transition numérique – transition environnementale.

La force d'un collectif

La Métropole capitalise sur tous les points forts de son territoire pour assurer un développement et un dynamisme économique cohérent, constant et équilibré.

Troisième pôle urbain de la façade méditerranéenne régionale, le territoire métropolitain bénéficie d'une **situation géographique stratégique** caractérisée notamment par la présence de la Marine nationale qui est un des points forts de la structuration de son écosystème.

L'autre atout de la Métropole, sa **taille humaine** qui favorise le rapprochement entre les différents acteurs institutionnels, économiques, scientifiques et académiques de son territoire, pour avancer plus loin et construire ensemble la métropole de demain. Située entre les Métropoles Aix-Marseille Provence et Nice-Côte d'Azur, Toulon Provence Méditerranée (TPM) représente une métropole d'équilibre.

La force métropolitaine de TPM réside aussi dans la **confiance nouée avec** ses partenaires institutionnels historiques (chambres consulaires, Département, Région...) et ses partenaires de terrain (réseaux, associations, pôles de compétitivité, entreprises...).

En 2018, TPM a fait de TVT Innovation, acteur trentenaire majeur de l'innovation et de l'accompagnement d'entreprises innovantes, son **Agence Métropolitaine de Développement Economique** avec pour missions de renforcer le rayonnement de la Métropole, accompagner le développement économique du territoire notamment par l'innovation et contribuer au développement d'une offre de formation performante et innovante.

Préparer l'avenir, c'est la ligne de conduite de la métropole TPM aux côtés de la Région en renforçant ses filières stratégiques historiques, en structurant celles en développement dans un cadre durable et résilient qui s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire.

Affirmer le rayonnement de la métropole à l'échelle nationale et internationale

Centre névralgique européen de la Défense en Méditerranée, pôle d'excellence économique dans le domaine des technologies marines et sous-marines civiles et militaires avec en particulier l'Ifremer à La Seyne-sur-Mer, premier port français pour les liaisons maritimes vers la Corse, première destination touristique du Var...la Métropole bénéficie de tous les atouts pour rayonner et faire rayonner sa Région sur la scène internationale.

A cet égard et en matière de marketing territorial, Toulon Provence Méditerranée multiplie les outils (*Bureau des Congrès et des Tournages, Office Intercommunal du Tourisme Métropolitain...*) et opérations de visibilité (*événements, salons...*) et développe des coopérations économiques internationales avec notamment l'Italie et l'Allemagne.

Directement ou en collaboration avec son agence de développement économique, le Département ou la Région, la Métropole participe à de nombreux salons dans les domaines de l'immobilier d'entreprises (SIMI), de l'innovation numérique (CES Las Vegas, Vivatech, ...), de l'enseignement supérieur, ...Elle organise ou accueille de grands événements en particulier dans le domaine sportif (Tour de France à la voile, America's World Cup, accueil de l'Hermione, meeting d'athlétisme...). En matière de culture, la Métropole est le théâtre de spectacles et d'expositions d'envergure internationale.

En 2020 et opérationnel en 2021, TPM a créé un Bureau des Congrès et des Tournages. Outil de développement de l'attractivité touristique, économique et culturelle, il permet l'élaboration d'une stratégie de promotion et de communication destinée aux professionnels de l'événementiel et de l'industrie cinématographique et audiovisuelle au niveau national et international. Il s'appuie également sur les centres de congrès et salles de spectacle situés de part et d'autre de la métropole.

Pour être attractive et ouverte sur le monde, la Métropole doit développer ses différentes portes d'entrée :

- Poursuivre le développement de l'aéroport de Toulon-Hyères pour donner de la visibilité à la destination métropolitaine dans le réseau aérien européen ; à l'échelon régional, assurer un rééquilibrage des activités aéroportuaires sur la base du courrier du Ministre des Transports en date du 27 mai 2021 ;
- Consolider le rôle de porte d'entrée maritime et structurer le littoral portuaire de TPM : réaliser les aménagements portuaires nécessaires au développement des trafics portuaires de fret et développer des solutions d'exploitation portuaire innovantes ;
- Développer l'accueil dans la rade de bateaux de plaisance et de grande plaisance.

S'affirmer comme une métropole compétitive

- Accélérer le développement maritime de la Métropole

Pilier de l'économie métropolitaine, **la filière Mer constitue un vivier d'activités maritimes** : entretien et réparation navale civile et de défense, croisières, ferries, fret, plaisance, aquaculture, R&D.... Forts de la qualité du lien avec la Marine nationale, le territoire et les acteurs locaux se donnent les moyens pour que ces activités cohabitent et se développent ensemble.

A cet égard, la Métropole porte de grands investissements : aménagements portuaires nécessaires au développement du fret, développement d'un parc d'activités marines et du Technopôle de la mer dédié aux technologies marines et sous-marines, ...

En matière de recherche et d'innovation, Toulon Provence Méditerranée, en lien avec la Défense, s'appuie sur les grands acteurs économiques et de formation implantés localement pour déployer et essaimer son capital scientifique. Les connexions entre les domaines technologiques, scientifiques et industriels sont nombreuses.

C'est pourquoi, le territoire soutient la plupart des pôles de compétitivité de la Région, porteurs d'innovation et particulièrement le Pôle Mer Méditerranée

Plusieurs actions pour soutenir l'ancrage de l'industrie et de la recherche maritimes sont mises en place par la métropole :

- Développer et étoffer les bases terrestres et marines du Technopôle de la Mer ;
- Soutenir les initiatives des pôles de compétitivité régionaux ou filières économiques régionales porteuses d'innovation et de développement ;
- Soutenir les développements militaires économiques et scientifiques portés et induits par la Marine nationale ;
- Amplifier les échanges entre la Défense et les entreprises comme l'illustre la signature en 2018 de la convention Gimnote entre la Direction Générale de l'Armement et System Factory ;
- Maintenir et développer localement une industrie navale civile et militaire de haut niveau et des liens structurés entre la Recherche et le Développement ;
- Accélérer l'innovation dans le domaine de la Défense : cette filière, fleuron de l'économie métropolitaine, poursuit sa dynamique grâce à son assise historique et à la présence d'un capital scientifique et économique de premier ordre. Pour accélérer l'innovation, moteur de compétitivité et de rayonnement, l'ensemble des acteurs de la filière ont décidé de se rassembler pour favoriser la coopération entre le civil et militaire.

- Pérenniser ses filières « historiques »

La Métropole considère le maintien et le développement de l'agriculture comme un axe privilégié de son action économique. Maraîchage, horticulture, aquaculture, viticulture, arboriculture...**l'agriculture au sein de TPM est plurielle et constitue une activité économique à part entière.** C'est aussi l'emblème de son cadre et de son art de vivre. Les deux tiers de la production agricole métropolitaine sont classés Appellation d'Origine Contrôlée ou Appellation d'Origine Protégée. Parmi les actions de la Métropole :

- Poursuivre une stratégie agricole foncière offensive et défensive de reconquête et de préservation du foncier agricole en friche à des fins d'installations ;
- Accompagner le développement des filières alimentaires et des points de vente en circuits courts et de proximité au travers notamment du Projet Alimentaire de Territoire labellisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation en 2020 ;
- Protéger et soutenir les filières agricoles à haute valeur ajoutée en favorisant le développement de l'innovation dans les modes de production et de commercialisation ;
- Organiser le développement d'une agriculture périurbaine respectueuse de l'environnement et promouvoir des pratiques agricoles durables.

Le Var, après Paris, est le premier département touristique de France en nombre de nuitées. Et TPM, la première zone d'accueil de ces nuitées dans le département. La vitalité touristique métropolitaine se fonde sur les nombreux atouts du territoire structurés autour du tourisme balnéaire et des loisirs nautiques. Aujourd'hui, la Métropole souhaite développer une offre de **tourisme des 4 saisons** de manière à pérenniser les emplois et garantir aux professionnels une activité à l'année tout en développant un **tourisme responsable et durable** :

- Valoriser le capital exceptionnel de TPM ;
- Développer le tourisme urbain, culturel et d'affaires ;
- Multiplier l'accueil de grands événements sportifs de renommée nationale/internationale ;
- Accroître et diversifier l'offre d'hébergement touristique ;
- Développer des pratiques innovantes et respectueuses de l'environnement ;
- Imaginer le tourisme de demain en développant un « tourisme lab » dédié à l'innovation et à la formation.

- Développer de nouvelles filières porteuses d'avenir et d'emplois

Porteuse d'emploi et d'innovation, la **Silver Economie** a été identifiée par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur comme un axe de développement économique majeur du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation. L'augmentation de l'espérance de vie et du nombre de seniors constitue un enjeu sociétal mais aussi économique. Actuellement, la Métropole compte 31 % de seniors. En Région, l'INSEE prévoit qu'en 2050, 3 personnes sur 10 seront âgées de plus de 65 ans. Les activités tournées vers nos aînés sont nombreuses et porteuses d'innovation. Face à ce phénomène la Métropole souhaite déjà cibler ses actions en matière de Silver Economie et orienter les activités suivantes :

- Promouvoir l'innovation dans le domaine de l'habitat, des objets connectés et des services à la personne ;
- Accompagner les acteurs de la formation sur le territoire ;
- Elaborer des services en matière de mobilité, pour répondre à l'intérêt des seniors en matière de tourisme, de voyage, et de culture et faire du territoire une zone pionnière du bien-être des seniors ;
- Enrichir l'offre de santé et de sports pour les seniors en s'appuyant sur l'écosystème local construit autour des établissements de santé ;
- Accompagner le développement de l'innovation (produits/services/usages) au travers de programmes d'accompagnement spécifiques en lien avec son agence de développement et le Silver lab créé en lien avec AG2R.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est engagée depuis plusieurs années dans le développement du **numérique**. Son action est reconnue par la labellisation French Tech « Toulon Région Sud ». Elle bénéficie de l'expertise de son agence de développement économique TVT Innovation. L'écosystème numérique métropolitain est riche. Il est composé de startups et de jeunes entreprises et s'appuie sur une offre d'enseignement supérieure à haute valeur ajoutée. L'arrivée d'un hôtel d'entreprises du numérique et d'un data center accompagnera le développement numérique du territoire.

- Consolider le maillage partenarial établi entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur ;
- Soutenir le réseau métropolitain de professionnels du numérique ;
- Développer des tiers-lieux et fablabs ;
- Soutenir le développement d'applications numériques pour faciliter le développement d'une économie circulaire (par exemple : dans le cadre de démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale avec la création de bourses d'échanges de matières premières secondaires) ;
- Accompagner et soutenir des investissements en faveur de la transition numérique et de la mutation digitale.

Avec la transformation numérique, la sécurisation et la protection des données sont devenues des enjeux majeurs pour les entreprises. Premier département militaire de France avec des enjeux stratégiques très forts, la **cybersécurité** représente un enjeu de sécurité nationale particulièrement important dans le Var et sur le territoire métropolitain qui accueille la Direction Générale de l'Armement sur la base navale mais aussi Naval Group et de nombreux industriels de Défense. La Métropole en lien avec son agence de développement économique souhaite développer cette filière à double titre. D'une part, pour garantir un cadre sécurisé et pérenne au développement et à la croissance de ses entreprises et, d'autre part, parce-que la cybersécurité représente un secteur en forte croissance.

Toulon Provence Méditerranée souhaite fédérer tous les acteurs du domaine pour se positionner en tant que territoire d'excellence en cyber sécurité. Un cap a été franchi en 2020 avec l'installation du Centre de Ressources Régional Cyber (C2RC) qui a vocation à prévenir et accompagner les entreprises régionales ciblées par les cyberattaques. Le C2RC pourrait préfigurer le futur centre de réponse aux incidents cyber (CSIRT) encouragé par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. En 2021, la Métropole avec le Clusir Paca (Club de la Sécurité des Systèmes d'Information Régional) poursuit l'animation et la structuration de la filière avec notamment l'évènement « Terres de Cyber ».

Les industries culturelles et créatives constituent une filière d'excellence en expansion sur le territoire métropolitain. En 10 ans, le nombre de personnes et le nombre d'établissements appartenant à ce secteur ont doublé. En Région, elles représentent 85 000 postes. Toulon Provence Méditerranée offre un terrain favorable à leur essor : nombreux lieux de représentation artistiques, tiers-lieux favorisant la créativité et l'accueil des tournages, formation aux métiers de l'art, création numérique, multimédia, design, mode et également une programmation d'évènements marquants (*Design Parade Toulon et Hyères, Festival international de mode, de photographie, et d'accessoires de mode, Festival Murex...*) mettant en lumière le capital « créativité » métropolitain en tant que levier économique et d'attractivité majeur.

Tisser des liens avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche

La Métropole développe une offre de formation attractive et diversifiée qui répond aux besoins des entreprises du territoire. Les établissements d'enseignement supérieur publics et privés du territoire se sont fédérés sous l'impulsion de la Métropole et de son agence de développement économique TVT Innovation pour créer un consortium d'acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il s'agit d'une instance de concertation, d'orientation stratégique et de coordination qui définit, dans une optique de complémentarité et de qualité des enseignements, une feuille de route visant à renforcer l'attractivité du territoire, dynamiser l'offre d'enseignement supérieur et les activités de recherche, communiquer et coopérer autour d'une identité forte.

- Renforcer et optimiser l'offre de formation pour les métiers en tension appartenant aux filières d'excellence du territoire (naval, santé, numérique, cybersécurité...);
- Développer une offre de formation continue qualifiante ;
- Soutenir les projets industriels et de recherche des pôles de compétitivité ;
- Initier des partenariats avec ses établissements pour contribuer à la connaissance et au développement de l'économie circulaire (par exemple : calcul de l'empreinte « ressources » du territoire métropolitain) ;
- Soutenir le projet de création d'un campus d'enseignement et d'innovation en cœur de ville porté par l'Université de Toulon où convergeront l'économie et la formation autour de projets, événements et démonstrateurs de projets de Recherche et Développement ;
- Valoriser les plateformes de recherche pour ouvrir de nouvelles opportunités au service des chercheurs et des entreprises.

Développer une stratégie foncière économique attractive dans un cadre responsable

Afin de soutenir l'emploi et satisfaire les demandes croissantes d'implantation, Toulon Provence Méditerranée développe un réseau varié d'espaces et d'immobiliers économiques. Elle développe également un environnement propice à la création

- Poursuivre la montée en gamme des espaces économiques existants par des travaux de renouvellement, d'optimisation ou de requalification et par une politique de labellisation des parcs d'activités ;
- Acquérir du foncier économique en fonction des gisements possibles et disponibles et structurer une politique d'offre et d'espaces économiques pour favoriser l'implantation de nouveaux projets ;
- Poursuivre le développement de lieux favorables à la création d'entreprises (espaces de coworking, hôtels et pépinières d'entreprises...).

Accompagner la transition écologique des entreprises

La Métropole encourage et promeut les associations de zones d'activités qui développent des initiatives visant à maîtriser durablement les zones d'activités et s'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire (*gestion des déchets, économie d'énergie, préservation de ressources...*). La plupart d'entre-elles sont certifiées et ont mis en place un système de management environnemental. Toulon Provence Méditerranée soutient aussi des actions concernant la mobilité douce au sein des ZAE. Elle a aussi soutenu l'expérimentation d'Oxycar sur la zone de l'Adeto ainsi que le renouvellement de sa labellisation « Parc+ ».

Poursuivre la reconquête industrielle du territoire

Le tissu industriel de Toulon Provence Méditerranée est principalement tourné vers l'industrie de la mer et de la défense. Labellisée « Territoire d'Industrie » (communes de Toulon, Ollioules, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages et Saint-Mandrier-sur-Mer) en 2018, la Métropole poursuit sa stratégie de reconquête industrielle aux côtés de la Région Sud.

- Créer de nouveaux espaces d'activités économiques industriels (hôtel d'entreprises, zone d'activités et zone péri-portuaire) ;
- Accompagner les entreprises industrielles à la transition vers l'industrie du futur et en particulier vers une industrie moins prédatrice en ressources et moins émetteuse de rejets ;
- Accélérer les projets industriels.

Pour renforcer le maillage territorial des implantations industrielles, le Gouvernement a identifié en septembre 2021, le Technopôle de la Mer comme site industriel « clé en main » c'est-à-dire en capacité d'accueillir des industries associant des activités de Recherche et Développement et à forte valeur ajoutée notamment autour des technologies marines et sous-marines.

ANNEXE 2 Compétences des collectivités selon les types d'intervention

Compétences	Base juridique	Régions	Départements	Communes ou EPCI	Métropoles
Aides de droit commun dédiées à la création ou à l'extension d'activité économique - Définition du régime d'aide - Décision d'octroi des aides	L. 1511-2	Compétence de plein droit	Pas de possibilité d'intervention	Intervention possible en complément de la région (convention) + Possibilité de recevoir délégation de compétence pour l'octroi des aides (sur fondement art. L. 1111-8)	Intervention possible en complément de la région (convention) + Possibilité de recevoir délégation de compétence pour l'octroi des aides (sur fondement art. L. 1111-8)
Aide à l'immobilier d'entreprise : - Définition du régime d'aide - Décision d'octroi des aides	L. 1511-3	Intervention possible en complément du bloc communal (convention)	Octroi des aides possible par délégation de compétence du bloc communal	Compétence de plein droit	Compétence de plein droit

ANNEXE 3 Dispositifs de développement économique concernés par le partenariat Région - Métropole

Nota : La Métropole signataire peut être partie prenante d'un ou plusieurs domaines d'intervention listés ci-dessous.

Domaines d'intervention	Type opérateur	Dispositifs régionaux	Type d'intervention Région	Type d'intervention Métropole/EPCI (article L. 1511-2 CGCT)
Accompagnement à la création / reprise / transmission / développement	Opérateurs de la création / reprise / développement d'entreprise / rebond/transmission(PFIL, couveuses, réseaux consulaires, structures d'animation locales, etc.)	Mon projet d'entreprise, FIER Fonds TPE Région Sud Investissement	Subventions de fonctionnement Abondement Fonds prêt d'honneur Mise en place et abondement de Société de capital développement	Tout type d'intervention
Economie de proximité	Entreprises, organismes intermédiaires	Soutien à l'artisanat / commerce, soutien à certaines filières stratégiques ou à fort enjeu	Subventions de fonctionnement ; Subventions de fonctionnement et d'investissement auprès d'entreprises artisanales ou commerciales	Tout type d'intervention
Economie circulaire et nouveaux modèles économiques	Entreprises, associations de zone, associations d'entreprise, etc.	Projets innovants sur nouveaux modèles économiques Ecologie industrielle territoriale Appui à la transition économique et écologique des entreprises	Subventions de fonctionnement	Tout type d'intervention
Financer l'implantation ou l'ancrage des entreprises	Région, EPCI, Agences de développement	Dispositif pour l'implantation et l'ancrage	Subvention d'investissement ou avance remboursable	Tout type d'intervention
Favoriser l'innovation dans les entreprises	Région, EPCI, ETAT, BPI	Fonds d'amorçage, PIA3, PIA4, Région Sud Investissement	Subvention et avance remboursable ; Abondement de fonds thématiques	Tout type d'intervention
Encourager des filières d'activités stratégiques ou à fort enjeu	Entreprises, organismes intermédiaires Pôles de compétitivité, clusters, etc.	Opérations d'intérêt régional, aides à l'audio-visuel et au cinéma Pôles de compétitivité, clusters, French tech	Subventions / Partenariats	Tout type d'intervention

ANNEXE 4 Dispositifs relatifs aux sites clés en main

Modalités de la collaboration :

Il s'agit de poursuivre la démarche collaborative mise en place entre la Région et la Métropole afin de faire monter en gamme les fonciers économiques métropolitains, assoir leur positionnement filières et qualifier une offre foncière à valoriser et promouvoir auprès d'entreprises industrielles structurantes.

- AMI régional « Sud clés en main »

En tant que propriétaire de sites mais également en tant que coordinateurs auprès des propriétaires de son territoire, la Métropole travaillera avec la Région en amont de chaque relève de l'AMI pour identifier les sites qui pourraient émarger ainsi que les accompagnements régionaux qui pourraient être mobilisés.

- Outil d'investissement immobilier :

La Métropole sera associée à toute réflexion sur ce sujet afin de vérifier la compatibilité et l'articulation avec ses EPL métropolitaines actuelles ou à venir et en cohérence avec sa compétence exclusive en termes d'aménagement et d'immobilier d'entreprises.

Dispositifs métropolitains complémentaires aux dispositifs régionaux :

La Région engagera, dans le cadre de la démarche « Nos territoires d'abord », une réflexion sur les modalités d'une participation éventuelle au financement de la requalification ou redynamisation des sites industriels clé en main.

ANNEXE 5 Dispositifs mis en place en vue de simplifier et faciliter l'accès des entreprises à l'information sur les aides économiques

Afin de simplifier et fluidifier l'accès de l'information aux entreprises, 2 leviers d'actions sont activés, améliorant la collaboration entre la Métropole et la Région.

1. Fluidifier la circulation de l'information, créer du lien entre les acteurs économiques institutionnels afin de permettre l'échange d'information sur les aides

- Afin de faciliter la communication auprès des entreprises : la métropole dispose d'un site web actualisé comprenant une partie sur les aides aux entreprises notamment et des liens vers **le site de la Région et le portail entreprises (déclinaison « widget » / marque blanche)**
- Réfléchir sur les modalités de mise en place de News letter techniques partagées : pour assurer une diffusion large de l'information, Métropole et Région identifient des référents qui échangent l'information pertinente, puis Métropole et Région assurent la diffusion par leurs canaux respectifs de l'information (à co construire entre le portail entreprises

2. Renforcer les échanges d'information grâce aux réunions mensuelles de revue de projet-entreprises Les participants sont les chargés de mission des services de la Région et de la Métropole, de Rising Sud et de Toulon Var Technologie Innovation (Agence de développement métropolitaine), de l'Etat, en charge de l'accompagnement des entreprises. Au-delà des échanges sur les projets d'entreprises en vue d'une complémentarité des accompagnements, cette instance technique est un lieu de partage et d'éclairage entre techniciens sur les dispositifs réciproques d'aide aux entreprises et sur leurs actualités

- **L'organisation d'une revue de projet plus restreinte (Région/Métropole/Etat)** destinée à identifier les projets à enjeux, les potentielles entreprises en difficultés et actualité économique du territoire. Cette revue de projet pourrait se tenir en amont des réunions mensuelle organisé avec les agences d'attractivités.

ANNEXE 6 Dispositifs mis en place en faveur du soutien à l'artisanat commerce

Principes directeurs :

La Région, avec le programme « Zéro rideau fermé », souhaite faire de la redynamisation des territoires et des centres-villes une priorité absolue au service des petites entreprises, artisans et commerçants. L'enjeu est d'aider les commerces en danger, revitaliser les centres bourgs, permettre l'installation dans le centre-ville de nouveaux commerçants et artisans et d'accompagner la transmission des commerces de proximité. Le programme va se déployer progressivement avec la création de nouvelles offres d'accompagnement et de financement des entreprises.

Concernant l'artisanat et le commerce, la Région et la Métropole partagent plusieurs enjeux que les deux institutions souhaitent porter de manière complémentaire :

L'implantation et le maintien de commerces, notamment sur les centres-villes

Le soutien aux investissements des commerçants et artisans

Le développement de nouveaux modèles de commerce

Pour ce faire, la Région et la Métropole valorisent une approche globale de l'aide à l'artisanat et au commerce fondée sur la complémentarité entre le foncier économique et l'accompagnement et le financement des entreprises.

Modalités de collaboration :

La collaboration des deux institutions pourra ainsi porter selon les dispositifs existants ou à venir sur :

- **L'analyse de la vacance commerciale sur le territoire et les démarches d'implantation de commerce :**

partage de diagnostics locaux, coopération dans le cadre du dispositif « Mon projet de boutique » porté par Initiative Sud qui vise à dynamiser les cœurs de villes et de villages du territoire en favorisant l'implantation de nouveaux commerces au sein de locaux vacants, mobilisation de manière complémentaire de la compétence de la Métropole en matière d'aides à l'immobilier d'entreprise sur le fondement de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales (acquisition, aménagement de biens via une foncière notamment ; aide à la rénovation/mise aux normes des locaux commerciaux...)

- **Le déploiement d'aides économiques à travers la promotion des offres d'accompagnement et de financement développées par chacun des partenaires et le co-financement d'outils communs.**

La Région soutient une offre d'accompagnement et de financement « Mon projet d'entreprise » pour l'ensemble des TPE, de la création jusqu'à la transmission. Elle permet notamment d'accompagner via les chambres consulaires des commerces vers de nouveaux modèles et de favoriser la reprise/transmission, enjeu particulièrement fort en région. En complément, plusieurs dispositifs sont en préparation. Une subvention d'investissement « Zéro rideau fermé » qui vise à soutenir les commerçants et artisans dans leurs investissements lors d'un projet d'implantation ou de développement pourra concerner le territoire métropolitain. Un fonds de prêt pour les très petites entreprises en développement ou en rebond va constituer une brique supplémentaire à « Zéro rideau fermé ». L'objectif est de doter collectivement, avec les EPCI, le fonds de 15 M€ permettant de financer 2000 entreprises sur les prochaines années.

Pour mener à bien ce travail partenarial, la Métropole et la Région seront amenées se rencontrer de manière périodique et régulière, afin d'échanger sur les projets et les dispositifs liés à l'artisanat et au commerce.

ANNEXE 7 Dispositifs mis en place en faveur du soutien à l'Economie Sociale et Solidaire

- Principes directeurs

Concernant l'économie sociale et solidaire, la Région et la Métropole partagent plusieurs enjeux que les deux institutions souhaitent relever de manière complémentaire :

- Favoriser l'émergence et l'implantation de projets ESS viables, s'appuyant sur un réseau d'accompagnement et de financement adapté, ainsi que sur des politiques sectorielles qui ciblent particulièrement des entreprises de l'ESS (emploi, insertion par l'activité économique, culture, sport, déchets, économie circulaire, fonds européens, FSE +, FEDER).

- Structurer une offre d'accueil, d'implantation et d'accompagnement et de financement complète, lisible et fluide pour des entreprises de l'ESS, en coordination autour de "Mon projet d'entreprise (accueil en hôtel d'entreprises, dans des tiers-lieux, en passant par des incubateurs, des accélérateurs, et par l'offre contenue dans "Mon projet d'entreprise").

- Dans une approche inclusive, inscrire l'ESS dans les politiques de redynamisation des centres-villes, de renouvellement urbain, de redynamisation de quartier prioritaires.

- Œuvrer pour le développement des achats responsables, notamment par le soutien du salon ESS Sud sur les achats responsables ou par le levier de la commande publique ou privée par la diffusion d'une culture inclusive dans les administrations. Il s'agit de maximiser l'impact social de la commande publique en incitant les acheteurs publics et privés aux pratiques solidaires par la diffusion d'une culture inclusive dans les administrations et par l'accompagnement et la montée en compétence sur les leviers de la commande publique (performance de l'entreprise en matière d'insertion comme critère d'attribution, réservation de certains marchés aux structures d'insertion par l'activité économique, club des acheteurs socio et éco-...)

Modalités de la collaboration :

Afin de mener à bien ce travail partenarial, la Métropole et la Région seront amenées à se rencontrer de manière périodique et régulière, afin d'échanger sur les projets et les dispositifs liés à l'économie sociale et solidaire.

La Région pourra associer la Métropole aux instances de collaboration de "Mon projet d'entreprise", notamment sur l'axe économie sociale et solidaire.

Dispositifs régionaux auxquels la Métropole contribue ou peut contribuer

- ESS'OR France active – avance remboursable
- Adhésion France active

ANNEXE 8 Dispositifs mis en place en faveur de l'accompagnement des entreprises

I. Liste des grandes thématiques et des dispositifs sur lesquels la Métropole intervient ou pourrait intervenir en collaboration avec la Région

Thématiques	Direct*/intermédié**	Dispositifs Existants Région sur lesquels la Métropole peut contribuer
Accompagnement des réseaux	Intermédié	Mon projet d'entreprise Soutien aux réseaux d'accompagnement, subvention de fonctionnement (à titre indicatif notamment : CCI, CMAR, CRESS, Initiative, ADIE, France active, réseau entreprendre, IRCE, BGE, URCE, URSCOP, 60 000 rebonds, les premières)
Financement		
	Direct	FIER subvention d'investissement ou avance remboursable
	Intermédié	FIER- abondement fonds de prêt et garantie

* Les aides directes sont les aides économiques aux entreprises réalisées par la collectivité territoriale directement, sans recours à un tiers.

**Les aides intermédiées sont les aides économiques aux entreprises réalisées par l'intermédiaire d'une structure tiers

II. Méthodologie et mise en œuvre de la collaboration, du dialogue entre la Métropole et la Région

- Les services de la Métropole et de la Région articuleront leurs interventions auprès des entreprises, notamment dans le cadre des aides régionales issues du FIER et de "Mon projet d'entreprise", de manière à permettre à la Métropole d'intervenir de manière complémentaire
- Une revue de projets régulière est tenue entre les développeurs économiques territoriaux métropolitains et les chargés de mission Financement des Entreprises de la Région. Elle a pour objet des échanges sur les projets d'entreprise, le partage d'informations sur les dispositifs régionaux et métropolitains. Cette rencontre assure une orientation pertinente des entreprises vers les aides financières adaptées. Elle donne notamment lieu à des rendez-vous avec les entreprises réalisées en commun par les agents métropolitains et régionaux. Les demandes plus généralistes de premier niveau (au-delà du financement) seront prises en charge par le portail entreprises de la Région et prochainement "Allô Région" en vue d'une présentation plus large des aides mobilisables et d'une orientation auprès des partenaires et/ou services internes de la Région ;
- Concernant les projets faisant l'objet de financements croisés Région et Métropole, une attention particulière sera portée en matière de co instruction en vue d'une sécurisation de l'intervention publique (respect de la réglementation en vigueur en matière d'aide d'état, articulation des assiettes éligibles)

- Mise en place un suivi commun de ces entreprises, en association avec l'Etat en cas de co financement national;
- Identifier et suivre conjointement un échantillon d'entreprises stratégiques et par exemple de « grands comptes » à définir :
 - rendez-vous communs plus spécifiques entre la Métropole, la Région, l'Etat et l'entreprise accompagnée, diffusion personnalisée de l'information sur les aides économiques ;
 - accompagnement adapté à co-construire en ce qui concerne les entreprises « significatives » pour le territoire.
- La Métropole propose d'identifier les dossiers structurants qui mériteraient d'être portés à la connaissance de la Région

**ANNEXE 9 Dispositifs mis en place en faveur de l'accompagnement de
l'économie touristique vers un tourisme durable**

PROJET

ANNEXE 10 Dispositifs mis en place en faveur de la décarbonation de l'industrie

Principes directeurs

La Région et la Métropole identifient la décarbonation de l'industrie comme un axe fort de leur politique économique. La décarbonation de l'industrie occupe une place majeure dans le SRDEII et dans le Schéma de Développement économique de la Métropole. Afin de répondre aux enjeux climatiques, la transition écologique est portée comme le levier de développement industriel du territoire.

Le travail partenarial de la Région et de la Métropole dans ce domaine relève notamment de l'instruction commune puis de l'accompagnement, voire du financement des démarches collectives mais aussi des projets collaboratifs et individuels qui contribuent à la décarbonation, ainsi que des sujets liés à l'innovation et aux investissements productifs dans ces domaines.

Modalités de collaboration

Dans l'exercice de sa compétence en matière d'aide économique aux entreprises, dans le cadre de sa politique de développement économique, la Région a mis en place différentes instances dans lesquelles les projets liés à la décarbonation de l'industrie sont traités et auxquelles elle a convié la Métropole à participer :

- la **Cellule Régionale Décarbonation**;
- les **comités de pilotage des OIR** "Energie de demain" et "Industrie du Futur" ainsi qu'aux groupes de travail associés : contribution technique sur l'instruction des projets qui se déploient sur le territoire métropolitain.

Dispositifs régionaux auxquels la Métropole participe

- - OIR/ Accélération et études menées par le plateau risingSUD/EY.
- - soutien au pôle de compétitivité Capénergie en particulier sur la thématique de la décarbonation

ANNEXE 11 Dispositifs mis en place en faveur de l'économie circulaire

Principes directeurs

L'économie circulaire est un concept de plus en plus ancré dans les politiques régionales, celles portant sur l'aménagement du territoire ou le développement économique. La nécessité de modifier nos comportements pour aller vers une société économe en ressource est mise en avant. Elle se retrouve ainsi dans les documents de politique régionale que sont :

- Le Plan climat régional voté le 21 Avril 2021
- Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Equilibre Territorial (SRADDET) voté le 15 octobre 2019 qui intègre la politique de Prévention et de gestion des déchets PRPGD www.maregionsud.fr/la-region-en-action/amenagement-et-developpement-durable/lavenir-de-nos-territoires-le-sraddet.
- Le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), dont la transition écologique est définie comme un axe stratégique majeur décliné à la fois en transversalité dans chacune des orientations stratégiques et en développant un volet spécifique « la transition environnementale au service de la croissance » voté le 24 juin 2022,
- Le Contrat d'avenir (contrat Etat- Région) voté par délibération 22-4 du Conseil régional le 25 février 2022 ;
- La nouvelle programmation du Feder avec un volet sur l'accompagnement des entreprises au changement de comportement ainsi que sur les infrastructures et équipements de valorisation matière.

Ainsi, la Région Provence Alpes Côte d'Azur s'est dotée de dispositifs dont les acteurs économiques de ce territoire peuvent bénéficier.

Ces outils répondent à une volonté de soutenir les équipements et les filières de valorisation des déchets mais également à accompagner, financer et favoriser la transition écologique et numérique des entreprises.

Modalités de la collaboration

La collaboration décrite par la présente annexe a pour objectif de développer un travail partenarial entre les services Régionaux et Métropolitains et d'apporter des compléments à leurs actions respectives en matière d'économie Circulaire. Cela se traduira notamment par :

- Des outils complémentaires aux cadres d'intervention régionaux en particulier Déchets, EIT, en vue de l'élaboration des Appels à Projets ou des Appels à Manifestation d'Intérêt ainsi qu'aux dispositifs à venir. La Métropole pourra apporter des aides supplémentaires aux acteurs économiques qu'elle soit financière ou de toute autre nature en particulier de dons comme l'occupation ou la mise à disposition du domaine public.
- Un partenariat et/ou une co-animation de certains groupes de travail de la PRECI (Plateforme Régionale de l'Economie Circulaire) ainsi qu'une participation aux divers réseaux développés en matière d'Economie Circulaire (réseau des acteurs de l'EIT).
- L'accompagnement des porteurs de projets se traduira par un accompagnement de terrain du fait de la connaissance du territoire et de la compétence en matière foncière. Dans ce cadre, la Métropole fera le relai des dispositifs mis en place par la Région. Des réunions entre les services de la Région et de la Métropole dites "revue de projets" seront organisées dont l'objectif est de permettre le partage d'information et la connaissance des dossiers.

Dispositifs régionaux auxquels la Métropole peut contribuer ou contribue

La Métropole peut développer des outils complémentaires aux cadres d'intervention régionaux en particulier Déchets, EIT, en vue de l'élaboration des Appels à Projets ou des Appels à Manifestation d'Intérêt ainsi qu'aux dispositifs à venir. La Métropole pourra apporter des aides complémentaires aux acteurs économiques qu'elles soient financières ou de toutes autre nature en particulier des dons comme l'occupation ou la mise à disposition du domaine public.

Il s'agit donc, pour la Métropole de compléter les dispositifs développés par la Région et d'apporter toute aide nécessaire à l'émergence des projets proposés par les acteurs économiques du territoire, notamment :

- L'Appel à Projet EIT
- L'appel à Projet Filidéchet
- L'appel à Projet Vrac et Consigne
- Le cadre d'intervention déchets
- Afin de pouvoir abonder les financements octroyés par la Région, l

Les services de la Métropole et de la Région articuleront leurs interventions auprès des entreprises, notamment dans le cadre des financements régionaux issus du FIER.

ANNEXE 12 Dispositifs mis en place en faveur de la transition écologique et environnementale

Principes directeurs

- L'objectif est de décloisonner les échanges, impulser une communication et un échange des informations entre la Région et la Métropole, notamment sur les dispositifs respectifs
- La Métropole est un relais d'information en phase descendante auprès des entreprises, mais aussi un relais d'informations en phase ascendante, c'est un relais de terrain de circulation de l'information.
- Il convient de permettre à l'écosystème du territoire métropolitain de monter en compétence, en permettant aux acteurs d'accéder à l'info, aux dispositifs.

Modalités de la collaboration

- Un moyen de décloisonner les échanges d'information serait d'impulser une dynamique "revue de projet" partagée pour assurer une intervention complémentaire efficiente
- Des échanges techniques réguliers méritent d'être mis en place
- Les interlocuteurs thématiques régionaux et métropolitains doivent être identifiés
- Une pratique de partage de l'information doit être impulsée concernant les outils existants, notamment en partageant les accès à l'information comme <https://www.entreprises.maregionsud.fr/developpement/parcours-transition-ecologique>
- Une coanimation technique doit être définie dans la mise en œuvre de certains dispositifs
- lors des événements sur le terrain un relais d'information auprès des entreprises et des territoires doit être impulsé

ANNEXE 13 Soutenir les projets économiques des territoires et favoriser l'attractivité

Principes directeurs :

L'objectif commun est de soutenir les projets économiques et valoriser l'attractivité des territoires.

La réalisation de cet objectif passera par :

- l'identification et le soutien des projets structurants dans le cadre des OIR, des filières
- La mise en œuvre d'un partenariat entre la Région et la Métropole favorisant l'attractivité du territoire

Modalités de la collaboration :

La Métropole participe à la « gouvernance » des salons majeurs relatifs à l'attractivité du territoire métropolitain.

Dispositifs régionaux auxquels la Métropole contribue ou pourrait contribuer

Il s'agit de mettre en œuvre une collaboration active entre la Région et la Métropole pour l'identification et l'accélération des projets structurants. La collaboration concerne tous les projets relatifs aux OIR et les filières métropolitaines et concerne différents aspects et phases :

- Gouvernance, la Métropole met en place un suivi avec un référent dédié, participe aux COPIL des OIR, aux Groupes de travail et à la Task Force régionale des projets à enjeux ;
- Sourcing, la Métropole s'inscrit comme un relais de terrain permettant d'identifier les projets ;
- Suivi collaboratif des grands projets du territoire métropolitain, des grands comptes et des entreprises stratégiques ;
- Accélération des projets, la Métropole participe aux travaux d'accélération des projets.

ANNEXE 14 Dispositifs régionaux de soutien à l'innovation

Dispositifs régionaux auxquels la Métropole contribue ou pourrait contribuer

Fonds d'amorçage régional

Projets collaboratifs de R&D en consortium (régime RDI – projets de R&D), où chacun des partenaires publics et privés bénéficient de subventions et peuvent être cofinancés par la métropole (c'était le cas par ex. sur le dispositif PSPC-Régions, qui est maintenant remplacé par le PIA4régionalisé – action « projets collaboratifs de R&D i-démo régionalisé », ainsi que sur le PIIEC Nano 2022)

Nouveaux modèles de transfert de technologies : soutien en fonctionnement et en investissement d'organismes de recherche en vue de favoriser le transfert de technologie vers les entreprises, passant par le sourcing d'entreprises, des rencontres, des tests et débouchant finalement sur des contrats de collaborations bilatéraux

Les plateformes collaboratives = mise à disposition de moyens (équipement(s), compétences RH ...), rémunérée ou gratuite ou valorisée, avec vente couplée ou pas d'expertises apportées par les RH du laboratoire ; les moyens peuvent être :

- Les moyens du laboratoire liés à ses besoins de recherches et ouverts aux entreprises au besoin
- Les moyens choisis pour les besoins d'entreprises détectés en amont et acquis par le laboratoire qui les met à disposition d'une association créée spécifiquement pour porter la mutualisation